

# La Palestine dans les mains de l'Iran

Ce n'est pas seulement le 50<sup>e</sup> anniversaire de la guerre du Kippour que le Hamas a choisi avec ses parrains iraniens pour déclencher une nouvelle offensive majeure contre Israël. C'est aussi celui de la signature des accords d'Oslo il y a trente ans, le 13 septembre 1993. Israël avait déjà signé la paix avec l'Égypte et la Jordanie, reconnu l'OLP, et acceptait donc de voir vivre et agir une Autorité palestinienne en Cisjordanie et à Gaza. Cet espoir de paix et de coexistence, l'Iran et ses alliés dans la région, du Hezbollah au Hamas, n'en voulaient pas. Mais les extrémistes juifs non plus. Le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin le paya de sa vie en 1995. Puis, en 1996, une campagne d'attentats terroristes déclenchée par le Hamas mit fin à la relation de confiance qui s'était nouée entre dirigeants israéliens et palestiniens. En 2000, l'intifada Al-Aqsa, du même nom que l'opération du Hamas en cours depuis hier matin, amplifia l'esprit de révolte des Palestiniens. Non plus avec des pierres mais avec des bombes. Non plus seulement contre Israël mais également contre Yasser Arafat.

Ce rappel des épisodes précédents est nécessaire pour comprendre à quel point il a toujours existé une conjonction de forces visant à affaiblir ou à détruire Israël. Surtout quand l'État hébreu est au plus fort de ses propres intransigeances. Les accords d'Abraham signés avec les

Émirats arabes unis, Bahreïn, le Soudan et le Maroc ne renforçaient pas la légitime demande des Palestiniens d'obtenir un État. Et lorsque le Saoudien Mohammed Ben Salman, le 20 septembre, annonce sur Fox News que les négociations de normalisation avec Israël avancent à grands pas, le prince héritier précise deux choses :

« si l'administration

Biden réussit, je pense que ce sera l'accord le plus important depuis la guerre froide », un accord qui « facilitera la vie des Palestiniens et permettra à Israël de jouer un rôle au Moyen-Orient ». « Faciliter la vie » ? Les services de communication du royaume ont beau insister sur le fait que la diplomatie saoudienne maintient son exigence de la coexistence de deux États, Israël et Palestine, Téhéran se devait de réagir en justicier.

« L'Iran unifie tous les fronts sous son commandement », commente Antoine Basbous, directeur de l'Observatoire des pays arabes. Ce dernier a noté la présence en août à Beyrouth de Ziad Nakhale, le chef du Jihad islamique palestinien, aux côtés du maître du Hezbollah, Hassan Nasrallah. Mais aussi les combats meurtriers entre factions palestiniennes dans les camps de réfugiés du Liban ces dernières semaines. « L'Iran profite de la surenchère politique des suprémacistes juifs au sein du gouvernement de Netanyahu » pour attiser les colères dans les territoires palestiniens, ajoute Antoine Basbous, pour qui « le Hamas et ses alliés sont en train de reprendre la Cisjordanie ». Sous les yeux de Mahmoud Abbas, président de la Palestine depuis dix-huit ans ? « Abou Mazen est mort mais pas encore enterré », répond l'expert. C'est dans ce contexte régional que la méga-attaque lancée hier matin par le Hamas a probablement été préparée dans le plus grand secret pendant des mois. Parallèlement, les Israéliens ont assisté à un interminable nombrilisme erratique de Benjamin Netanyahu, plus inquiet de son immunité judiciaire que de son incapacité à se doter d'un gouvernement d'union nationale par temps calme. L'unité ne prévalant que sous la tempête de missiles et d'atrocités de ses ennemis. ■



**Il a toujours existé une conjonction de forces visant à affaiblir ou à détruire l'État hébreu**